

ODD, villes et climat : quelle articulation des agendas et quelle mise en œuvre ?

Co-organisée par le Comité 21 / Club France Développement Durable

Mercredi 9 septembre 2015 de 14h à 15h30
Salle des Fêtes, Hôtel de Ville

INTERVENANTS

Pascal Canfin, Conseiller principal pour les questions internationales sur le climat, World Resources Institute (WRI) & Ancien ministre délégué chargé du développement, Ministère des affaires étrangères, France

David Donoghue, Ambassadeur et Représentant Permanent, Mission permanente de la République d'Irlande auprès des Nations Unies

Thierry Laborde, Directeur Général Adjoint, Groupe BNP Paribas

Andréa Reimer, Maire adjointe, Ville de Vancouver (Canada)

Modérateur

Gilles Berhault, Président du Comité 21 et du Club France Développement durable, Porte parole de Solutions COP21



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Réinventer nos fonctionnements et collaborer pour relever les défis du développement**
- **Faire converger les agendas mondiaux issus des ODD, de la COP21 et d'Habitat III**
- **Impliquer activement tous les acteurs et créer des partenariats pour réaliser ces objectifs**

Pour relever les défis de développement au cours du XXI^{ème} siècle et accélérer la transition de nos économies et sociétés vers des modèles bas carbone, résilients et durables, il convient de réinventer nos collaborations, changer nos représentations et d'impulser davantage de transversalité. C'est tout le sens de la nécessaire convergence des 3 nouveaux agendas mondiaux qui sortiront des ODD, de la COP21 et d'Habitat III. L'ensemble des défis climatiques, économiques, environnementaux et sociaux sont interconnectés : il n'y a pas d'arbitrage à faire entre le développement économique et le développement durable, tout simplement car les gains issus de la croissance économique seront annihilés par les conséquences humaines et environnementales d'un monde +4°.

Nous basculons donc dans un siècle où l'action et les partenariats seront les mots clés. Tous les acteurs (internationaux, nationaux et locaux, économiques, sociaux, financiers, associatifs, gouvernements locaux et nationaux,...) devront davantage être associés, responsabilisés et valorisés pour leur permettre de passer à l'action et contribuer à la réalisation des objectifs issus des 3 nouveaux agendas.

RESUME DES INTERVENTIONS

Pourquoi et comment envisager la convergence des agendas ?

Pascal Canfin

Le développement sert d'abord et avant tout à améliorer le bien-être des humains dans leurs sociétés. Cela passe certes par le développement économique, mesuré par le PIB, mais pas sous n'importe quelle forme. En effet pour qu'il soit au service de l'amélioration du bien-être des populations, il faut qu'il se fasse en harmonie avec les champs sociétaux et environnementaux. On ne peut dissocier « développement

On ne peut dissocier le développement économique du développement durable

économique » et « développement durable », car tout gain économique effectué au détriment de la cohésion sociale ou de la protection de l'environnement serait annulé par les pertes dans ces deux autres champs.

David Donoghue

La convergence des agendas est inhérente aux ODD. Ce nouvel outil décline 17 objectifs à

La convergence des agendas est inhérente aux ODD

réaliser pour la période 2016-2030 et permet justement d'appréhender le développement dans l'ensemble de ses dimensions : urbanisation, climat, santé, pauvreté, éducation, croissance économique et accès à l'emploi ...

Andréa Reimer

La clé du succès du développement d'un territoire réside dans la convergence des actions de tous les acteurs. Si la ville de Vancouver est à ce point remarquée sur la scène internationale comme une ville championne du développement durable, c'est avant tout grâce à un succès collectif qui repose sur 4 piliers principaux :

- La volonté politique des élus d'inscrire l'action des acteurs de leur territoire au service d'une vision partagée du développement métropolitain.
- La planification et le reporting nécessaires pour mesurer l'avancement des projets, se

situer, reconnaître où renforcer les efforts et pouvoir rectifier le tir à mesure que les projets se réalisent.

- L'action : le succès réside également dans le fait d'agir vite pour crédibiliser la démarche.
- Les partenariats : savoir trouver la compétence là où elle se trouve et créer des alliances au service de l'intérêt général.

Thierry Laborde

Il faut en effet souligner l'importance du partenariat. Pour opérer cette convergence vers le développement durable, il est primordial d'inclure et de s'appuyer sur le secteur privé. En effet les entreprises se situent essentiellement dans les villes, lesquelles représentent près de 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. A titre d'exemple, BNP Paribas finance aujourd'hui 100 projets représentant un montant total de 7 milliards et 4 milliards de green bonds. Il est également nécessaire de donner une valeur économique aux certificats d'économie d'énergie et d'octroyer un prix au carbone pour donner de la rentabilité aux projets œuvrant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Comment financer la mise en œuvre de ces agendas ? En ce sens, qu'a apporté la conférence d'Addis-Abeba de cet été ?

Pascal Canfin

Le financement du développement peut et doit provenir de différentes sources. D'abord, on pense naturellement à l'aide publique au développement : on doit continuer de poursuivre l'objectif des 0,7% du PIB pour tous les pays industrialisés. Le Royaume Uni l'a atteint, il s'agit donc bien d'un objectif possible ! Mais cette aide publique doit servir de levier pour attirer l'investissement privé. Parallèlement il faut lutter efficacement contre l'évasion fiscale et donc contre les paradis fiscaux car en pourcentage de recette fiscale, ce sont d'abord les pays en développement qui souffrent le plus de cette perte. Cela les prive de leur capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques sans passer par l'aide publique au développement. Au niveau de la COP21, trois principaux enjeux financiers se démarquent :

- En vue d'un accord en décembre, il faudra démontrer aux pays en développement comment le Fonds Vert sera alimenté de manière durable à hauteur de 100 milliards par an. 35 à 50 milliards sont déjà là, il convient d'expliquer comment réunir le reste. A ce sujet, la question de la taxe sur les transactions financières s'impose, qui peut être un excellent mécanisme pérenne d'alimentation du Fonds.
En ce sens, il est très bienvenu que la France se mette à la hauteur des enjeux financiers relatifs à la transition énergétique et à la lutte contre le dérèglement climatique en souhaitant fusionner la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement pour créer un opérateur unique capable de financer des projets sur le territoire national et dans les pays en voie de développement.
- Il est nécessaire de consacrer de l'argent public à l'adaptation au changement climatique qui est un secteur aussi déterminant que l'atténuation. Ce sont les pays les plus pauvres et les moins émetteurs de gaz à effet de serre qui subissent le plus les effets du changement climatique, dont ils sont le moins responsables. Il est donc impératif de les aider à s'adapter et à devenir plus résilients aux conséquences du changement climatique.
- Au-delà, c'est toute la décarbonation de l'économie mondiale qu'il va falloir financer.

Thierry Laborde

Concernant la taxe sur les transactions financières, elle ne pourra être efficace que si elle est appliquée dans tous les pays européens. Une telle taxe appliquée uniquement en France aurait pour conséquence une distorsion de concurrence et une évasion fiscale massive.

La taxe sur les transactions financières ne pourra être efficace que si elle est appliquée dans tous les pays européens

Par ailleurs le mix énergétique des projets financés par BNP Paribas ne contient que 22% de charbon et il n'est pour l'instant pas d'actualité d'arrêter totalement le financement de ce type d'énergie.

Partie 3 : Comment voyez-vous la COP21, les rapports de force et les solutions pour dépasser les blocages ?

David Donoghue

L'objectif que s'est fixé l'Europe en terme d'atténuation – au moins -40% d'ici 2050 – est un objectif ambitieux, mais qu'il faut mettre en lumière au regard du rôle de premier plan que l'Europe jouera lors de la COP21 puisque la France en sera présidente.

Bien que cet objectif soit ambitieux, il faudra nécessairement aller plus loin pour rester dans la limite d'un réchauffement de 2°C. L'ambition est le mot clé de tous les objectifs déclinés dans la nouvelle feuille de route ODD.

Andréa Reimer

Le rapport de force entre les Etats et les acteurs non étatiques dans cette lutte mondiale contre le dérèglement climatique peut se rapprocher de l'image que l'on peut se faire du rapport de force entre hommes et femmes dans leur façon de s'occuper du ménage. Les Etats seraient davantage les Hommes : très occupés, agissant beaucoup à l'extérieur, ramenant l'argent à la maison... Les villes seraient davantage les femmes, au plus proche des besoins des populations, dans la gestion quotidienne des impératifs...

Les Etats ressemblent davantage aux hommes : agissant beaucoup à l'extérieur, et ramenant l'argent à la maison, tandis que les villes et acteurs non-étatiques se rapprochent davantage des femmes, au plus proche des besoins des populations, dans la gestion quotidienne des impératifs...

L'ambition est en effet très importante : la ville de Vancouver s'est fixée pour objectif il y a plusieurs années de devenir la ville la plus verte possible, alors que le Canada faisait marche arrière sur le protocole de Kyoto. A l'heure actuelle, le Canada est en pleine élection et un nouveau gouvernement devrait voir le jour avant la COP21, ce qui devrait réorienter ses positions.

Pascal Canfin

Depuis Copenhague, les positions de la Chine et des Etats-Unis ont nettement évolué : ils semblent désormais vouloir s'engager contre le

changement climatique et ne plus s'opposer l'un à l'autre. A l'inverse, certains pays leaders reculent, comme le Japon, ou le Brésil.

Doit-on craindre l'usage d'un veto et que la COP21 s'achève sans signature d'un accord ? Ce risque semble faible pour des pays très intégrés dans le système multilatéral comme l'Australie ou le Canada. Mais la réponse est moins évidente pour des pays plus en marge du système multilatéral comme la Russie ou les pays du Golfe. Pour le savoir, il faut analyser jusqu'où ces pays sont prêts à aller publiquement.

Un accord à Paris est probable, mais la plus grande question réside dans le contenu de cet accord et de voir s'il sera à la hauteur des enjeux. Ainsi la COP21 doit être un accélérateur de transformations. Non seulement l'accord entre Etats est important, mais aussi toutes les initiatives déjà en cours à travers le monde. La COP21 sera aussi une bataille de communication, et en fonction de ce que l'on mettra en avant, on pourra voir le verre à moitié plein ou à moitié vide.

Thierry Laborde

Au-delà de la COP21, les entreprises ont un rôle global à jouer dans la lutte contre le changement climatique. Au niveau social, elles peuvent sensibiliser et former leurs collaborateurs. Elles peuvent également entraîner un changement des

Les entreprises ont un rôle global à jouer dans la lutte contre le changement climatique

comportements, notamment en fixant une part de rémunération variable des employés basée sur l'impact de leurs décisions sur les émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise. Ces nouvelles variables sont d'ailleurs essentielles pour attirer de nouveaux talents.

Pascal Canfin

En effet la réglementation financière commence à prendre forme sur le sujet du climat : l'agence de notation Standard and Poor's inclut désormais le risque climatique dans sa notation des entreprises. Il s'agit là d'un changement culturel profond qui opère auprès des personnes a priori les moins pro actives en matière de lutte contre le changement climatique. Ainsi Henry Paulson, ancien président de la banque Goldman Sachs et

ancien Secrétaire du Trésor américain sous la présidence de Georges W. Bush affirmait récemment que le risque financier était de conserver 30% de son portefeuille dans les énergies fossiles. Le G20 a également demandé aux marchés financiers d'intégrer ce risque.

Cela est non seulement mauvais pour son image d'investir dans ce type d'énergies mais sa rentabilité est de surcroît très incertaine.

Conclusion : Qu'attendez-vous prioritairement de la COP21 ?

Andréa Reimer

Il ne faut pas trop attendre de Paris : plus des décisions ambitieuses et contraignantes seront attendues, plus la sensation d'échec sera forte. Mieux vaut rester sur le registre de l'espoir. La question n'est pas tant de combien la communauté internationale serait prête à baisser ses émissions de gaz à effet de serre mais plutôt à quel rythme et donc à quelle échéance nous arriverons aux 100% renouvelables.

Thierry Laborde

Il faudrait arriver à un accord entre Etats comprenant un mécanisme de suivi/évaluation, un prix au carbone et des incitations fortes pour la transition énergétique mondiale.

David Donoghue

La COP21 doit amorcer les conditions de mise en œuvre de la lutte et de l'adaptation au changement climatique. Mais le plus important

Le plus important sera l'après COP21 !

est l'après COP21 !

Pascal Canfin

Ce qui est primordial est de se doter d'outils pour lutter et s'adapter : mécanisme d'évaluation, prix de la tonne carbone ... Le succès de Paris Climat 2015 se jugera au chemin parcouru pour atteindre la limitation du réchauffement climatique à 2°C : si elle permet d'accomplir 50% de ce chemin, alors on pourra dire qu'elle a été un succès.